

---

# LA PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE AU MAROC ET LE ROLE DU DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE

Juillet 2005



Mohammed BAJEDDI  
Ingénieur agroéconomiste  
Expert international de la FAO, PNUD, GTZ et UE  
<http://perso.menara.ma/bajeddi>

---

La situation de notre agriculture est la résultante d'une politique de longue haleine poursuivie par le Maroc depuis l'indépendance et initiée même avant. On s'est, en effet, tôt rendu compte que le développement économique et social du Maroc ne peut être réalisé qu'au travers l'agriculture en tant que source d'accumulation des capitaux pour développer une industrie capable de fournir en retour la technologie et l'emploi. Pour ce faire, le Maroc a exploité au maximum ses ressources en eau d'irrigation à tel point que ces ressources sont en cours d'épuisement, et ce sans pour autant accéder au développement tant décrié. Les raisons de ce malaise sont multiples et s'interfèrent, mais le problème commun en est la mauvaise gestion des ressources matérielles et humaines, d'une part, et que les solutions faisables hier sont aujourd'hui loin de notre portée, d'autre part.

A la veille de la campagne agricole 2005-06, il est intéressant de s'intéresser de près au travail de l'Etat, en général, et du département de l'agriculture, en particulier, pour traiter cette question de développement agricole.

## **Le secteur agricole n'arrive toujours pas à réaliser son envol au Maroc malgré les différentes réformes engagées par le passé. Quelles sont les principales raisons de cet état des lieux et les raisons de l'échec des réformes antérieures ?**

Le Maroc a opté pour le développement agricole en tant que moteur du développement économique et social général du pays. Ce modèle de développement a été mis en œuvre dans les pays occidentaux, notamment, la France, l'Angleterre suivis par les Etats-Unis. Sur le plan stratégique le Maroc a fait un choix pertinent, mais sur le plan de mise en œuvre on peut noter plusieurs faiblesses, notamment :

- i) Le manque d'outils d'aide à la décision et l'intégration du risque de la sécheresse dans la planification économique du pays;
- ii) La marginalisation des populations dans la prise de décision, or le développement agricole implique la participation des populations concernées reposant sur la liberté d'expression et la liberté de choix. Jusqu'à présent le makhzen continue d'imposer à l'amont des actions ponctuelles de développement agricole (pour justifier la survie de l'administration), sous forme de textes législatifs instituant des mesures de prohibition et de

sanction sans commun accord avec la réalité sur le terrain, d'une part, et des programmes annuels de réalisations physiques décidés sans tenir compte des besoins réels, d'autre part ;

- iii) La centralisation du pouvoir de décision au niveau de l'administration centrale ;
- iv) Le décalage en terme de développement humain entre l'urbain et le rural : un monde urbain qui relativement a profité du processus de développement et à côté un monde rural qui subit son sort et connaît tous les maux sociaux ;
- v) La généralisation des subventions et des exonérations des impôts à l'ensemble des agriculteurs est une opération coûteuse qui a eu des effets pervers sur le développement agricole. L'aide de l'Etat a profité aux grandes et moyennes exploitations, qui peuvent se passer des subventions de l'Etat, des conseils techniques et s'intégrer dans le marché international.

## **Les retombées des performances ou contre-performances de l'agriculture sur le secteur industriel ?**

Le modèle de développement basé sur l'agriculture devra être caractérisé, entre autre, par la libération d'une force de travail pour alimenter l'industrie. Cette libération a constitué une forme d'intégration

de l'agriculture dans le processus de développement dans les pays occidentaux actuellement développés.

Au Japon, le développement de l'agriculture s'est produit de pair avec l'industrialisation. La principale caractéristique de cette industrialisation était la stabilité des paysans et l'organisation inchangée de la communauté rurale.

Au Maroc, l'accumulation du capital dans le secteur primaire n'a pas servi au développement d'une industrie nationale capable de doter le secteur agricole de moyens technologiques de production. En l'absence d'une industrie nationale, le Maroc est contraint d'accroître sans cesse le volume de ses échanges extérieurs pour acquérir la technologie étrangère. Ceci implique le déplacement du surplus réalisé dans l'agriculture marocaine vers les pays développés.

Devant cette situation, la force de travail libérée par le secteur agricole subit l'immigration vers les villes où finalement elle subit tout simplement la dégradation totale.

Désormais, la réflexion devra être orientée vers une nouvelle approche de développement du pays basée en priorité sur le développement industriel des zones rurales pour créer l'emploi, stabiliser les flux migratoires, renforcer les infrastructures de base et relancer, in fine, le développement agricole et rural durable.

## **Le département de l'agriculture a lancé, récemment, une consultation dans le but de relancer le secteur. Quels en sont les enjeux?**

Lancer une consultation revient à nier le travail de capitalisation de l'expérience du Maroc dans le domaine de développement agricole et rural, qui a été validé par trois colloques nationaux sur l'agriculture et le développement rural, dont le dernier a été tenu le 19-20 Juillet 2000, à Rabat.

Le dernier travail de concertation sur le développement rural et agricole à l'horizon 2020 a été réalisé par l'ensemble des cadres du ministère de l'agriculture, des organisations internationales et des experts internationaux, etc. Cette opération a engendrée des dépenses énormes et des moyens inestimables et constitue un gisement précieux d'aide à la décision.

La grande question d'actualité posée est comment traduire la stratégie de développement agricole à l'horizon 2020 en terme de programmes d'action?

En effet, la démarche adoptée pour la définition de cette stratégie était purement académique et ne diffère guère de celle qui était appliquée par le CNJA et qui a permis l'organisation de plusieurs forums, séminaires, réunions, colloques, etc., d'une part, et la production d'un amas de rapports qui n'ont rien apporté à la jeunesse ni à l'avenir du Maroc, sauf peut être la satisfaction et le bonheur de leurs éditeurs, d'autre part.

Le comble, c'est que 5 ans après l'élaboration des documents de cette stratégie de développement agricole à l'horizon 2020, on nous demande de se lancer dans une autre aventure de consultation dont la fin coïncidera probablement avec les nouvelles élections législatives! (Mr El Malki refait la même chose au niveau du MEN)

Or, le travail complémentaire qui reste naturellement à accomplir est la traduction de la stratégie 2020 en terme de programmes / actions / planification et d'en arrêter les instruments de sa mise en œuvre : les instruments à caractère institutionnel et juridique, les instruments de financement et les instruments de programmation et de suivi de l'action. Ce travail ne peut être pertinent que s'il est réalisé à une

échelle locale avec la participation effective des populations rurales.

## **Par ailleurs, il est temps de s'interroger également : qu'est ce qu'un ministre?**

Dans les pays avancés, le ministre est une personne qui avant sa nomination a une ou deux idées pertinentes et qui arrive à les mettre en œuvre quand il est ministre.

Dans ce cas, il est légitime de demander à Monsieur le ministre de l'agriculture de nous dire quelles sont les actions concrètes qu'il compte entreprendre durant son mandat et de nous préciser un calendrier pour suivre et évaluer ces actions. Il va de soi son évaluation en tant que ministre de l'agriculture.

Nous posons cette question, parcequ' au Maroc, nos ministres habitués aux réunions partisans où tous les coups bas et absurdes sont permis pour acquérir le pouvoir, une fois ministre, se croyaient être les détenteurs absolus du savoir et du savoir faire, et cherchent par tous les moyens à diriger les ministères comme un parti politique sans tenir compte des compétences des ressources humaines en présence et sans évaluation à la fin de leur mandat. Au contraire on change de ministère et de secteur comme si on change de chemise!?

Le résultat de cette conception du pouvoir en est : une agriculture agonisante à l'image de toute l'administration marocaine, et par conséquent l'accentuation du sous développement du pays.

En conséquence, il est temps de prendre des décisions importantes :

- i) passer d'une logique d'accès au pouvoir pour le prestige et à l'accès aux avantages, à une logique où la devise est l'engagement personnel du ministre sur un programme d'action réel et des réalisations concrètes et faciles à évaluer par le commun des mortels "Right man right place = à chacun sa place".
- ii) il est inconcevable que l'Etat donne, chaque année, à nos responsables un budget à dépenser et investit beaucoup de temps et de moyens pour déterminer ce budget; et à la fin chaque structure administrative est jugée selon sa capacité à dépenser ce budget. Le comble, c'est qu'aucun contrôle à posteriori ni prévu pour s'assurer des procédures poursuivies, des coûts et des prix de réalisation, de

la qualité et la quantité des produits acquis, et de la variation du patrimoine des ordonnateurs. Ceci se passe au moment, où au bas de l'échelle de chaque administration, on pourra vous informer à échelle de temps réelle sur l'enrichissement illicite des responsables.

- iii) En attendant que la cours du compte recrute les compétences nécessaires et dispose des pouvoirs en matière de contrôle du patrimoine public, il est peut être opportun de mettre au service de la justice une partie de nos services d'information (DST) pour traquer les responsables administratifs qui dilapident les deniers publics.

En outre, les responsables du secteur agricole doivent comprendre qu'on le veille ou non, que le secteur évolue de manière naturelle, l'évolution à venir est tributaire des effets de choc prévisibles suite à l'accord de libre échange USA-Maroc. Certes, cet accord va accélérer le processus d'expropriation de l'agriculture de subsistance et des unités agro-industrielles archaïques au profit des exploitations commerciales et du capital international. Mais en même temps il va permettre l'apparition de nouveaux entrepreneurs agricoles intégrés dans le marché international.

## **Jusqu'à quand notre pays demeurera dépendant des aléas climatiques ? Pourquoi n'utilise t-on pas la méthode de provocation des pluies artificielles sachant que le Maroc apporte son soutien à d'autres pays dans ce domaine ?**

Effectivement, le Maroc assiste Burkina Fasso pour la provocation des pluies artificielles, mais cette pratique est loin de résoudre les problèmes de l'agriculture de ce pays.

Le problème rencontré au Maroc, c'est l'absence manifeste de paquets technologiques appropriés à notre climat ajouté à des lacunes pour faire connaître les techniques développées et les rendre accessibles aux agriculteurs. Les voies de solutions identifiées et connues, mais ce qui manque c'est la volonté politique, le courage et les capacités professionnelles pour les mettre en œuvre.

Parmi ces solutions on peut citer :

### **i- L'amélioration des systèmes d'irrigation :**

Au Maroc, on s'est en effet très tôt rendu compte qu'il fallait exploiter au maximum le potentiel d'eau d'irrigation du pays. Une politique ardue de construction de grands barrages et le développement continu de la petite et moyenne hydraulique (PMH) ont ainsi abouti aux chiffres actuels. Ce potentiel de mobilisation des eaux de surface a atteint son maximum, les propositions s'orientent de plus en plus vers une meilleure gestion des ressources en eau que ce soit en luttant contre l'envasement des barrages, ou au niveau des périmètres existant en recherchant une valorisation de l'eau à la parcelle.

Dans ce cadre, une révision radicale des systèmes d'irrigation en place peut permettre au Maroc d'irriguer (irrigation d'appoint) environ 6 millions d'hectares sur un total de 8 millions de superficie agricole utile.

A titre d'exemple le système d'irrigation gravitaire est souvent incompatible avec l'économie de l'eau et l'augmentation de la productivité. La transformation de ce système est de nature à éradiquer le gaspillage d'eau et à étendre les superficies irriguées.

Un autre exemple : dans les zones de petite irrigation le gaspillage de l'eau est très grand et les investissements nécessaires pour pallier à cette perte d'eau sont cinq fois moins que dans les grands périmètres d'irrigation.

### **ii- Le développement de la recherche agricole et les améliorations technologiques :**

Il est inconcevable de constater au Maroc que les chercheurs de l'Institut agronomique et les généticiens, en particulier, sont marginalisés, sous utilisés, ne disposant pas de moyens élémentaires pour travailler, et le comble sont sous rémunérés par rapport à l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat. Ces chercheurs sont des docteurs Phd opérant dans un domaine vital pour l'économie marocain et sont au centre du débat universel sur le développement agricole des pays sous développés par le biologique et les OGM; et pourtant ils sont marginalisés.

Pire les résultats des travaux de ces chercheurs de renommée internationale ne sont même pas

publiés : à titre d'exemple on informe le public qu'il existe une variété de blé tendre, récemment développée, qui a une résistance parfaite à la sécheresse, mais dont on en parle pas.

La source des problèmes réside dans les canaux de clientélisme et d'influence pour la désignation des directeurs de la recherche agricole sans référence en la matière et qui ont d'autres centres d'intérêt que le développement du pays.

Avec une action concrète concernant ces deux points on pourra résoudre le maximum de problèmes liés à l'aléa climatique.

### **Les mesures à prendre pour relancer le secteur primaire ?**

Le développement agricole est intimement lié à l'intégration du risque de la sécheresse dans la planification économique du pays, la gestion des ressources en eau et le développement de l'agriculture biologique et technologique.

**A court terme**, il est légitime de se demander est ce que le ministère de l'agriculture a mis en place les dispositions nécessaires pour entamer la campagne agricole 2005-06? Car, la campagne agricole se prépare six mois avant : facteurs et moyens de production, financement et assistance de l'Etat.

**A moyen et long terme**, il est nécessaire de donner la priorité à l'agriculture technologique et biologique, la décentralisation associée à un transfert effectif des fonctions opérationnelles de développement agricole aux niveaux intermédiaire et local de l'Etat, et la prise en compte des aspirations et besoins des populations rurales.

**i) Sur le plan technique**, on peut augmenter la productivité grâce à :

? des variétés végétales à meilleurs rendements adaptées à chaque région ;

? des technologies de production telles que l'amélioration des systèmes d'irrigation et la protection des végétaux ;

? un accès fiable, en temps opportun et à un coût raisonnable, aux intrants agricoles adéquats ;

? de solides services de vulgarisation et une assistance technique suffisante ;

? une amélioration des infrastructures socio-éducatives rurales et des marchés.

**ii) Concernant le rôle de l'Etat**, le monde rural est toujours considéré comme indivisible et les remèdes proposés ont un caractère global, ce qui profite fortement aux grandes exploitations agricoles. Or en réalité, on peut distinguer aisément trois catégories d'exploitations agricoles qui nécessite chacune un traitement spécifique. De ce fait, l'assistance de l'Etat doit être ciblée en fonction de ces catégories des exploitations, ainsi qu'il suit :

? **l'agriculture de subsistance** : Les politiques et les actions qu'il faut dans ce cas sont des politiques sociales et focalisées de lutte contre la pauvreté. Les aides de l'Etat doivent se faire sous forme de facteurs de production et d'équipement sociaux éducatifs. Des subventions généralisées sans focalisation des actions sont assez coûteuses et on n'a pas l'assurance d'accéder à l'agriculture commerciale à moyen terme ;

? **l'agriculture stationnaire, mais avec potentiel productif** : La politique à adopter doit être ciblée pour donner une plus grande efficacité en termes de développement rural. Les subventions doivent être focalisées sur les bénéficiaires qui ont la volonté et la possibilité d'améliorer la production et d'accéder à l'agriculture commerciale.

? **l'agriculture commerciale**, de grandes et moyennes exploitations : Ces exploitations n'ont pas besoin des subventions de l'Etat, elles ont atteint un niveau de productivité, de mécanisation et d'efficacité de travail, tel qu'elles peuvent se passer des conseils techniques du ministère de l'agriculture, et doivent en conséquence payer les impôts au même titre que tous les contribuables pauvres ou riches de l'urbain.

Les actions à entreprendre pour redynamiser le secteur agricole rural sont bien plus compliquées et plus ambitieuses, dans le cadre d'une méthodologie de régionalisation et de différenciation et dans le cadre du processus de décentralisation.

Enfin, il y a lieu de souligner que les idées contenues dans cet article sont en réalité un extrait compressé d'une large réflexion préparée suite à une expérience pratique de longue haleine dans plusieurs régions du Maroc.